



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Vaccination outre-mer contre la covid-19

Question au Gouvernement n° 3879

Texte de la question

VACCINATION OUTRE-MER CONTRE LA COVID-19

M. le président. La parole est à Mme Nadia Ramassamy.

Mme Nadia Ramassamy. Monsieur le Premier ministre, comme tous les territoires français, les territoires ultramarins subissent les conséquences humaines, sociales et économiques très lourdes de la crise sanitaire.

En effet, elle revêt dans ces régions un caractère dramatique en raison de fragilités structurelles, marquée par une forte dépendance aux échanges extérieurs, une économie reposant à 95 % sur les très petites entreprises – TPE –, plus sensibles aux chocs conjoncturels, mais aussi une baisse sans précédent de l'activité de nombreux secteurs, notamment du tourisme, de la restauration, de l'agriculture et de bien d'autres.

Ces derniers mois, la pandémie s'est accélérée dans les territoires ultramarins, notamment à La Réunion où le variant sud-africain prend toujours plus d'ampleur. Pour sortir de la crise, il faut vacciner rapidement et efficacement, et le plus grand nombre de personnes possibles.

Sur l'ensemble du territoire français, 9,2 % de la population a reçu au moins une dose de vaccin, mais nous sommes bien loin de cette moyenne dans les territoires ultramarins : 3,5 % à La Réunion, soit environ 29 000 personnes, 2,6 % en Guyane et seulement 1,7 % en Guadeloupe, pour ne citer que ces territoires.

M. Pierre Cordier. Quelle honte !

Mme Nadia Ramassamy. En comparaison, l'Île-de-France a vacciné 7,8 % de sa population, soit 950 000 personnes.

Les habitants des outre-mer souhaitent se faire vacciner le plus rapidement possible pour protéger leur santé et celle de leurs proches, mais aussi pour permettre la relance économique. Plus vite nous vaccinerons, plus vite nous nous en sortons.

Monsieur le Premier ministre, pourquoi accusons-nous encore une fois un tel retard par rapport à l'Hexagone et que comptez-vous faire pour y remédier ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé. Vous avez raison, la situation est très tendue dans certains territoires ultramarins, notamment à La Réunion, qui a fait preuve d'une solidarité exemplaire depuis le premier jour à l'égard de sa voisine Mayotte dont, vous le savez, la situation sanitaire était très préoccupante,

qui avait justifié l'instauration d'un confinement.

Sébastien Lecornu, le ministre des outre-mer, et moi-même travaillons ensemble, main dans la main et continuellement, pour apporter toutes les solutions afin de venir en aide à l'ensemble des territoires ultramarins.

Concernant La Réunion, vous avez raison : il faut accélérer la vaccination. Pour l'accélérer, nous avons ouvert huit centres de vaccination sur l'île et nous déployons les démarches « d'aller vers », c'est-à-dire que nous allons chez les personnes, notamment lorsqu'elles sont isolées et éloignées des centres de vaccination.

Vous avez cité le chiffre de 29 749 vaccinations réalisées : c'est vrai, ce n'est pas suffisant. Je vous cite d'autres chiffres : 53 000 doses du vaccin Pfizer ont été envoyées à la Réunion ; 10 500 doses supplémentaires sont envoyées cette semaine ; 7 000 doses supplémentaires seront envoyées la semaine prochaine ; 35 000 doses seront envoyées durant la première quinzaine d'avril, auxquelles s'ajoutent toutes les livraisons supplémentaires que nous ferons pour protéger la population.

Pour accélérer le mouvement, nous avons également abaissé l'âge des bénéficiaires de la vaccination, vous le savez. Il était de 75 ans en France ; à compter de samedi, il sera de 70 ans en France métropolitaine et de 60 ans à La Réunion, compte tenu de l'âge moyen de la population et des difficultés parfois rencontrées pour concrétiser le geste vaccinal.

Travaillons ensemble, madame la députée. Nous avons besoin de l'appui des élus des collectivités territoriales de La Réunion pour être, Sébastien Lecornu et moi-même, les plus efficaces possible et pouvoir protéger rapidement la population réunionnaise.

J'ajoute à ma réponse un message de soutien à l'ensemble des territoires ultramarins, qui savent compter sur notre appui depuis le premier jour. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

M. Maxime Minot. On ne vous croit plus !

M. Pierre Cordier. Ce sont des vaccins qu'ils veulent !

Mme Nadia Ramassamy. Monsieur le ministre, il y a quelques semaines, je suis moi-même intervenue pour que les médecins traitants puissent vacciner à La Réunion. Les territoires ultramarins sont très en retard par rapport à l'Hexagone. Cet écart est inacceptable, nous demandons à être traités de la même façon. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

Données clés

Auteur : [Mme Nadia Ramassamy](#)

Circonscription : Réunion (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3879

Rubrique : Pharmacie et médicaments

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 mars 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 mars 2021](#)